

COMMISSION DE LA SANTÉ
PUBLIQUE, DE
L'ENVIRONNEMENT ET DU
RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

COMMISSIE VOOR DE
VOLKSGEZONDHEID, HET
LEEFMILIEU EN DE
MAATSCHAPPELIJKE
HERNIEUWING

du

van

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010

WOENSDAG 10 NOVEMBER 2010

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 04 par M. Hans Bonte, président.

01 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le système d'autocontrôle de l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire" (n° 88)

01.01 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Depuis l'arrêté royal de 2003, tous les opérateurs de la chaîne alimentaire doivent disposer d'un système d'autocontrôle fiable. Les entreprises certifiées se voient attribuer un bonus sur leur prélèvement AFSCA annuel, les entreprises non certifiées se voyant infliger un malus.

Les indépendants en règle du point de vue de la sécurité alimentaire doivent malgré tout payer un malus d'environ 60 % pour la simple raison qu'ils ne sont pas certifiés.

Dans certains cas, les établissements de certification eux-mêmes éprouvent des difficultés à déterminer à quelle catégorie ressortissent les activités exercées. Les indépendants concernés se voient alors infliger un malus.

Quelle est l'attitude du ministre face à l'imprécision de la situation et à l'approche mise en place? Ne serait-il pas préférable d'accompagner les exploitants d'une manière positive plutôt que répressive par le biais d'une augmentation du bonus et d'une réduction du malus?

01.02 **Sabine Laruelle**, ministre (*en néerlandais*): Il est exact que les contrôles positifs de l'AFSCA ne donnent pas lieu à l'octroi d'un bonus. Un contrôle positif signifie en réalité qu'il est satisfait aux exigences légales au moment de l'inspection. Un bonus ne peut être obtenu que si l'on a instauré un système de contrôle de qualité et si l'on a fait certifier ce dernier par l'agence ou par un tiers indépendant. Cette approche a fait l'objet d'une concertation approfondie avec le secteur, qui adhère au principe.

L'AFSCA veille à la sécurité de la chaîne alimentaire par le biais de contrôles. En cas de constat de non-conformités, il est du devoir de l'AFSCA d'intervenir le cas échéant de manière répressive. Mais l'agence offre également une formation et une information gratuites.

L'augmentation de la dotation de l'AFSCA sert notamment à la réduction des cotisations des opérateurs par l'octroi d'un bonus majoré – 50 % au lieu de 15 – aux entreprises qui se sont dotées d'un système d'autocontrôle valable.

Le système du bonus-malus est un incitant pour renforcer la sécurité alimentaire. Il doit donc exister une différence considérable entre le bonus et le malus pour maintenir l'effet stimulant.

La majeure partie des opérateurs peuvent déterminer sans difficulté sous quel dénominateur tombent leurs activités. La confusion règne parfois, surtout pour les entreprises qui exercent différentes activités. Un tableau synoptique a dès lors été publié sur le site de l'AFSCA pour guider les entreprises. Les indépendants ou les entreprises qui ne consultent pas spontanément le site peuvent contacter l'AFSCA dans leur province.

L'incident est clos.

Le **président**: Mme Jadin est absente. Si son absence n'est pas excusée, sa question n° 416 est annulée. Elle avait déjà retiré sa question n° 415.

02 Question de Mme Rita De Bont à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "les risques éventuels liés à l'utilisation des lampes LED" (n° 691)

02.01 Rita De Bont (VB): L'on encourage l'achat de lampes LED qui consomment peu d'énergie et offrent une alternative écologique aux lampes à incandescence. Or une étude française affirme à présent que certaines de ces lampes comporteraient un risque réel pour la santé.

Le ministre est-il au courant de cette thèse? Des études de ce type sont-elles actuellement en cours en Belgique? Comment évitera-t-on le remplacement massif des lampes classiques par les lampes LED avant d'avoir davantage de garanties quant aux risques qu'elles engendreraient? Une politique de dissuasion est-elle menée auprès de certains groupes cibles?

Le **président**: Par le passé, les réponses étaient rassemblées à l'échelon du gouvernement, qui les transmettait au Parlement. Depuis quelques années, un parlementaire doit interroger un ministre différent dans chaque commission.

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Je ne suis pas compétente pour la Santé publique, l'Énergie ou l'Économie, mais bien pour la sécurité alimentaire. Je ne peux donc répondre que très partiellement.

Je ne peux répondre que pour ce qui concerne la sécurité alimentaire. La recherche ne relève pas de la compétence du gouvernement fédéral mais assurément de celle des gouvernements régionaux.

Les systèmes d'éclairage avec des diodes irradiant de la lumière sont en plein développement technologique et économique. Nous n'avons pas été interpellés sur des risques éventuels pour la santé publique. Une étude a en effet été réalisée en France. Dans notre pays, aucun projet de recherche n'est financé actuellement ni par le SPP Politique scientifique ni par le SPF Santé publique en ce qui concerne l'incidence sur la santé de l'utilisation de systèmes d'éclairage LED.

Des effets biologiques ont en effet été constatés sur la rétine; l'horloge biologique semble dérégulée; les contractions de la pupille sont perturbées et des risques sont liés au scintillement de l'éclairage LED.

02.03 Rita De Bont (VB): Étant donné qu'il n'y a pas d'enquête en cours chez nous, je contacterai Mme Onkelinx. Si de nouvelles preuves d'effets négatifs devaient apparaître, je m'adresserai à nouveau à Mme Laruelle et aux Communautés afin que des mesures appropriées soient prises.

02.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Cette question relève davantage de la santé publique que de la sécurité alimentaire.

L'incident est clos.

03 Question de M. Bert Wollants à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le contrôle des abattages à domicile lors de la fête du sacrifice" (n° 763)

03.01 Bert Wollants (N-VA): La fête islamique du sacrifice aura lieu le 16 novembre 2010. Un certain nombre de dispositions légales concernent les lieux d'abattage ainsi que le commerce et le transport des animaux destinés à être abattus. Certains contrôles ciblent-ils le respect de la réglementation? Dispose-t-on de moyens suffisants pour mener ces contrôles? Des contrôles porteront-ils également sur les abattages

rituels à domicile?

03.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Les unités provinciales de contrôle (UPC) de l'AFSCA ont effectué une visite préalable de tous les établissements pour lesquels une demande d'agrément temporaire a été introduite. L'Unité nationale d'enquête de l'AFSCA coordonne une action "ovins" menée avec la coopération des agents des UPC pendant la première quinzaine de novembre. À cette occasion, une surveillance accrue est exercée en matière d'identification et d'immatriculation, de bien-être animal, d'abattages clandestins, de vaccination, de fièvre catarrhale, de transport et de commerce de petits ruminants.

Les jours précédant la fête du sacrifice, le contrôle relatif au commerce et au transport sera encore plus strict. Le commerce intracommunautaire sera l'objet d'une attention spéciale. Le ou les jours de la fête du sacrifice, les UPC vérifieront le fonctionnement correct des établissements ayant un agrément temporaire. À cet effet, du personnel sera disponible en nombre plus que suffisant et, en cas de problèmes, les UPC pourront disposer en toute autonomie d'agents supplémentaires.

La législation ne permet pas à l'AFSCA d'intervenir directement à l'adresse privée de personnes, sauf à la demande expresse d'un magistrat.

03.03 Bert Wollants (N-VA): Les contrôles semblent se dérouler correctement, mais il est plus difficile de lutter contre les abattages clandestins à domicile. Le constat ne peut éventuellement être établi qu'*a posteriori*.

03.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): L'AFSCA ne peut contrôler les éventuelles pratiques illégales à domicile.

Le **président**: Mon expérience me permet de dire que la police peut le faire.

L'incident est clos.

Le **président**: La question n° 436 de Mme Katrin Jadin est supprimée.

04 Questions jointes de

- **Mme Zoé Genot au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "la politique des grandes villes" (n° 219)**

- **Mme Karin Temmerman au ministre des Pensions et des Grandes villes sur "le Fonds des grandes villes" (n° 512)**

04.01 Karin Temmerman (sp.a): En raison de la chute du gouvernement, il n'est plus possible d'attribuer des subsides à de nouveaux projets dans le cadre de la politique des grandes villes. Les projets visant à réduire l'empreinte environnementale des villes ont été échafaudés à la demande du ministre. Des villes comme Gand qui ont d'ores et déjà amorcé certaines choses ne reçoivent plus les subsides promis de sorte qu'un montant très important leur passe sous le nez.

Le ministre est-il disposé à transférer vers des projets existants l'argent qui avait été réservé pour de nouveaux projets? Consentira-t-il également une prolongation de six mois pour la politique des grandes villes, comme il l'a fait pour les contrats de prévention et de sécurité?

04.02 Michel Daerden, ministre (*en français*): Je viens de déposer un dossier au Conseil des ministres dans lequel je propose de prolonger le délai d'engagement budgétaire des avenants 2010 jusqu'au 30 juin 2011.

(*En néerlandais*) Je me réjouis d'avoir reçu 60 des 68 millions d'euros budgétés pour les dossiers ayant trait aux grandes villes. À présent, je m'efforce d'obtenir une prolongation jusqu'en 2011. Puis j'analyserai l'affectation des soldes disponibles.

04.03 Karin Temmerman (sp.a): Si j'ai bien compris, il s'agit des projets existants et non des nouveaux projets. Mais le ministre ne considère pas que ce dossier est clos.

04.04 Michel Daerden, ministre (*en français*): Le dossier des grandes villes est le pire qui soit!

04.05 Karin Temmerman (sp.a): Pas notre dossier!

04.06 Michel Daerden, ministre (*en français*): Je parle en général. C'est une matière que tout le monde veut régionaliser. Je me bats pour essayer de conserver un peu de matière au fédéral. Je vous ai expliqué que j'étais très heureux d'avoir reçu 60 des 68 millions. Je suis conscient qu'il en reste huit. Je ne demande qu'une chose, c'est de les utiliser. Pour les nouveaux dossiers, c'est impossible, mais pourquoi ne pas reporter cette somme sur d'anciens dossiers? Si on pouvait déjà engager 2011, ce ne serait pas plus mal pour la gestion des villes.

J'ai opté pour la prolongation. C'est le combat que je mène. Quand celui-là sera terminé, je pourrai encore m'occuper du solde.

J'emploie toute ma force pour vous donner satisfaction.

L'incident est clos.

La réunion publique est levée à 14 h 37.

De vergadering wordt geopend om 14.04 uur en voorgezeten door de heer Hans Bonte.

01 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "het autocontrolesysteem van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen" (nr. 88)

01.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Alle operatoren in de voedselketen moeten sinds het KB van 2003 beschikken over een betrouwbaar autocontrolesysteem. Gecertificeerde bedrijven krijgen een bonus op hun jaarlijkse FAVV-heffing, niet-gecertificeerde een malus.

Zelfstandigen die in orde zijn met de voedselveiligheid, moeten toch een malus van ongeveer 60 procent betalen, gewoon omdat ze niet gecertificeerd zijn.

Soms is het zelfs voor de certificeringsinstellingen niet duidelijk onder welke noemer de activiteiten vallen. Die zelfstandigen krijgen dan toch een malus aangerekend.

Wat vindt de minister van die onduidelijkheid en van de aanpak? Zou het niet beter zijn om de uitbaters positief in plaats van repressief te begeleiden door middel van een hogere bonus en een lagere malus?

01.02 Minister Sabine Laruelle (*Nederlands*): Het klopt dat voor gunstige controles door het FAVV geen bonus gegeven wordt. Een gunstige controle betekent eigenlijk dat men op het moment van de inspectie aan de wettelijke vereisten voldoet. Een bonus kan enkel verkregen worden indien men een kwaliteitssysteem ingevoerd heeft en dat heeft laten certificeren door het agentschap of door een onafhankelijke derde. Die aanpak is grondig overlegd met de sectoren, die achter het principe staan.

Het FAVV ziet door middel van controles toe op de veiligheid van de voedselketen. Indien non-conformiteiten vastgesteld worden, is het de taak van het FAVV om indien nodig repressief op te treden. Maar het agentschap geeft ook gratis opleidingen en informatie.

De verhoging van de FAVV-dotatie dient onder meer om de bijdragen van de operatoren te verminderen via een grotere bonus voor de ondernemingen met een geldig autocontrolesysteem: 50 procent in plaats van 15.

Het bonus-malussysteem is een stimulans voor een betere voedselveiligheid. Er moet dus een aanzienlijk verschil zijn tussen bonus en malus om het stimulerende effect te behouden.

Voor het grootste deel van de operatoren is er geen probleem om te bepalen onder welke noemer hun activiteiten vallen. Soms is er onduidelijkheid, vooral voor bedrijven die verscheidene activiteiten uitoefenen. Daarom werd een overzichtstabel op de website van het FAVV gepubliceerd die de bedrijven wegwijs moet maken. Zelfstandigen of bedrijven die de site niet spontaan raadplegen, kunnen contact opnemen met het FAVV in hun provincie.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Mevrouw Jadin is er niet. Als ze zonder excuses afwezig blijft, wordt haar vraag nr. 416 geannuleerd. Haar vraag nr. 415 had ze al ingetrokken.

02 Vraag van mevrouw Rita De Bont aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de mogelijke gevaren van ledlampen" (nr. 691)

02.01 Rita De Bont (VB): Ledlampjes worden gepromoot als energiebesparend en milieuvriendelijk alternatief voor gloeilampen. Maar nu is er een Franse studie die zegt dat er ernstige medische risico's zijn verbonden aan het gebruik van bepaalde ledlampen.

Is de minister daarvan op de hoogte? Lopen zulke onderzoeken ook in België? Hoe zal men beletten dat ledlampen massaal de klassieke lampen vervangen vooraleer men meer zekerheid heeft over de risico's? Wordt bij sommige doelgroepen een ontradingsbeleid gevoerd?

De **voorzitter**: Vroeger verzamelde men de antwoorden op het niveau van de regering en deelde ze mee aan het Parlement. Sinds een aantal jaren moet een parlements lid in elke commissie een aparte minister ondervragen.

02.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Ik ben niet bevoegd voor Volksgezondheid, Energie of Economie, maar wel voor de voedselveiligheid. Ik kan dus slechts zeer gedeeltelijk antwoorden.

Ik kan slechts antwoorden voor wat de voedselveiligheid betreft. Onderzoek is geen bevoegdheid van de federale regering, maar wel van de gewestregeringen.

De verlichtingssystemen met lichtuitstralende dioden zijn in volle technologische en economische ontwikkeling. Wij werden niet geïnterpelleerd over eventuele risico's voor de volksgezondheid. Er is inderdaad een Franse studie. In ons land wordt er noch door de POD Wetenschapsbeleid noch door de FOD Volksgezondheid op dit moment een of ander onderzoeksproject gefinancierd omtrent de impact op de gezondheid van het gebruik van ledverlichtingssystemen.

Er worden inderdaad biologische effecten vermeld op het netvlies, net als de ontregeling van de biologische klok, verstoringen van de pupilcontracties en risico's verbonden aan de flikkering van ledlicht.

02.03 Rita De Bont (VB): Aangezien er bij ons geen onderzoek loopt, zal ik minister Onkelinx contacteren. Als er meer bewijzen van negatieve effecten opduiken, zal ik me opnieuw tot minister Laruelle richten en tot de Gemeenschappen voor passende maatregelen.

02.04 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Dit heeft meer te maken met volksgezondheid dan met voedselveiligheid.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Bert Wollants aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de controle op thuisvlachten tijdens het Offerfeest" (nr. 763)

03.01 Bert Wollants (N-VA): Op 16 november 2010 vindt het islamitische Offerfeest plaats. De wet schrijft een reeks maatregelen voor betreffende de slachtplaatsen, het verhandelen en het vervoeren van slachtdieren. Zijn er gerichte controles op de naleving van de reglementering? Zijn daar voldoende middelen

voor? Komen er gerichte controles op illegale, rituele thuisslachtingen?

03.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): De provinciale controle-eenheden (PCE's) van het FAVV hebben alle inrichtingen die een aanvraag voor tijdelijke erkenning hebben ingediend, op voorhand bezocht. De nationale opsporingseenheid van het FAVV coördineert een schapenactie in samenwerking met de agenten van de PCE's gedurende de twee eerste weken van november. Hierbij wordt een verscherpt toezicht uitgeoefend op de identificatie en registratie, het dierenwelzijn, de sluikslachtingen, de vaccinatie, blauwtong en het vervoer en de handel van kleine herkauwers.

In de dagen die voorafgaan aan het Offerfeest wordt het toezicht op de handel en het vervoer nog verscherpt. Er is bijzondere aandacht voor de intracommunautaire handel. Op de dag of dagen van het Offerfeest houdt men vanuit de PCE's toezicht op het correct functioneren van de tijdelijk erkende inrichtingen. Hiervoor zet men ruim voldoende mensen in. Als er zich problemen voordoen, kunnen de PCE's autonoom bijkomende agenten inzetten.

De wetgeving laat niet toe dat het FAVV rechtstreeks optreedt op het privéadres van de inwoners, behalve op formele aanvraag van een magistraat.

03.03 **Bert Wollants** (N-VA): Het toezicht verloopt blijkbaar goed, maar illegale thuisslachtingen kan men moeilijker aanpakken. Pas achteraf kan men eventueel vaststellen dat ze hebben plaatsgevonden.

03.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Het FAVV kan niet controleren of illegale praktijken thuis hebben plaatsgevonden.

De **voorzitter**: Uit mijn ervaring op het terrein weet ik dat de politie dat wel kan.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 436 van mevrouw Kattrin Jadin wordt geschrapt.

04 **Samengevoegde vragen van**

- mevrouw **Zoé Genot** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het grootstedenbeleid" (nr. 219)

- mevrouw **Karin Temmerman** aan de minister van Pensioenen en Grote Steden over "het Grootstedenfonds" (nr. 512)

04.01 **Karin Temmerman** (sp.a): Door de val van de regering kan men aan nieuwe projecten geen subsidies meer toewijzen in het kader van het grootstedenbeleid. De projecten voor de verkleining van de ecologische voetafdruk van de steden zijn er op aandringen van de minister gekomen. Steden zoals Gent die al een aantal zaken hebben opgestart, krijgen de beloofde subsidies niet meer. Daardoor verliezen ze een aanzienlijk bedrag.

Is de minister bereid om het geld dat voor de nieuwe projecten was uitgetrokken naar bestaande projecten door te schuiven? Zal hij, zoals bij de preventie- en veiligheidscontracten, ook voor het grootstedenbeleid een verlenging van zes maanden toestaan?

04.02 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Ik heb zopas een dossier ingediend bij de ministerraad waarin ik voorstel om de budgettaire vastlegging van de avenanten 2010 tot 30 juni 2011 te verlengen.

(*Nederlands*) Ik ben tevreden dat ik 60 van de 68 miljoen euro heb gekregen die was gebudgetteerd voor de grotestedenfondsen. Ik probeer nu een verlenging tot 2011 te bekomen. Ik zal daarna de bestemming van de beschikbare saldo's onderzoeken.

04.03 **Karin Temmerman** (sp.a): Als ik het goed heb begrepen gaat het over de bestaande en niet de nieuwe projecten. Maar de minister laat nog een opening.

04.04 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Het dossier inzake de grootsteden is het moeilijkste wat er is!

04.05 **Karin Temmerman** (sp.a): Toch niet het onze!

04.06 Minister **Michel Daerden** (*Frans*): Ik heb het over het dossier in het algemeen. Het betreft een materie die iedereen wil regionaliseren. Ik stel alles in het werk om toch maar een deel van die materie op het federale niveau te houden. Ik heb u gezegd dat ik zeer blij was dat ik 60 van de 68 miljoen heb gekregen. Ik ben me er terdege van bewust dat er nog acht miljoen over is. Ik vraag slechts één ding: dat ik die acht miljoen ook zou kunnen besteden. Voor de nieuwe dossiers is dat onmogelijk, maar waarom zouden we dat bedrag niet kunnen aanwenden voor oude dossiers? Als we de fondsen voor 2011 al zouden kunnen aanspreken, zou het stadsbeheer er niet slechter van worden.

Ik heb gekozen voor een verlenging. Dat is de strijd die ik voer. Als die achter de rug is, kan ik me met het saldo bezighouden.

Ik stel alles in het werk om u voldoening te geven.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 14.37 uur.